



Parcoursup : les opposants cherchent à mobiliser

ÉDUCATION Une manifestation nationale est prévue le 1^{er} février à l'appel des syndicats étudiants

« La fac te prends pas, prend la rue ! » Les affiches fleurissent dans les couloirs de l'université Paris 1. En ligne de mire : la journée nationale de mobilisation du 1^{er} février contre la réforme de l'accès à l'université. Ce jeudi 25 janvier se tient une « AG contre la sélection ». Plus de 300 personnes se serrent dans le petit amphithéâtre L. « Ce qu'on nous demande de faire, c'est du tri social », s'insurge une prof d'histoire. « Cette réforme ouvre la possibilité d'une hiérarchisation entre universités », prévient une collègue de philo. « Le problème de fond, c'est le manque de moyens », résume un étudiant en master.

Après des semaines atones, la préparation de la journée nationale bat son plein. « Cela me motive de ouf ! », s'exclame un jeune portant un catogan, affilié au NPA. « Les étudiants commencent à en parler, les facs à se mobiliser », estime un membre de l'Unef, qui rêve de faire reculer le gouvernement. Les opposants à la loi Vidal ne désarment pas. Une coordination nationale a rassemblé

hier quelque 200 enseignants, étudiants, lycéens et parents d'élèves. « La ministre ne crée pas assez de places et nous demande de faire le sale boulot en décidant qui va rester sur le carreau », dénonce Sophie Jallais, économiste. « Je serai tout seul pour traiter 8.000 candidatures, calcule Matthieu Hély, sociologue. L'histoire du suivi individuel des dossiers, c'est une vaste blague ! Nous serons obligés de faire un tri automatisé basé sur les notes. »

Jeudi, tous passeront à l'action : grève, tracts, blocus, AG, rassemblement devant les rectorats ou défilés. « Le mouvement monte », assure-t-on au Snesup-FSU, le syndicat majoritaire du supérieur, qui recense des AG à Strasbourg, Bordeaux, Toulouse. À confirmer... Car dans les facs, la division règne. « Certains collègues pensent que la réforme permettra d'avoir de meilleures conditions de travail », regrette un professeur. « Beaucoup d'étudiants disent que cela ne les concerne pas », soupire une blondinette. Quant aux lycéens, qui viennent de découvrir Parcoursup (la nouvelle plateforme d'admission postbac), « la plupart ne sont pas

trop au courant », constate un élève de terminale. Le Syndicat général des lycéens prévoit une campagne d'information, 1.500 tracts dans différents départements, 2.000 à 3.000 stickers dans toute la France.

Les sénateurs communistes doivent saisir le Conseil d'État pour suspendre l'arrêté Parcoursup. Ils lui reprochent de mettre en œuvre une loi pas encore votée et de ne pas respecter la loi informatique et libertés. La bataille ne se mènera pas seulement dans la rue... ●

MARIE QUENET